

Un filet de sécurité pour les footballeurs africains exploités

RÉSOLUTION Des parlementaires belges invitent l'Europe à ne plus ignorer le problème

- ▶ Huit parlementaires réclament la fin de l'exploitation des joueurs africains.
- ▶ Un projet de résolution a été déposé.

En Belgique, l'exploitation des nouvelles recrues enrôlées par des intermédiaires des clubs de football toucherait 300 à 400 jeunes, dont la plupart sont originaires d'Afrique subsaharienne. Des joueurs bien souvent nés dans la misère, qui ont appris à dribbler dans la terre et la poussière, et qui caressent le rêve de chausser les crampons pour les plus grands clubs européens. D'être les Drogba, et les Eto'o de demain.

Des gamins qui portent les espérances de toute une famille, voire de tout un village. Mais la Belgique, elle, qu'a-t-elle à leur offrir ? Leur visa touristique en poche, les recrues africaines qui ont emprunté les routes migratoires disposent de très peu de temps pour s'acclimater et fournir leur meilleur football pour convaincre les clubs. Mal préparés, mal encadrés, 98 % d'entre eux échouent aux tests. Dès l'expiration de leur visa touristique, ils tombent dans l'illégalité et découvrent l'envers des gradins : la galère et la misère, ici aussi. Une proposition de résolution portée

par le député socialiste Patrick Prévôt (PS) et visant à inciter la Belgique et l'Europe à ne plus ignorer le sort de ces délaissés du sport vient d'être déposée.

Patrick Prévôt et les sept autres signataires du projet – Bea Diallo (PS), François Desquesnes (CDH), Bertin Mampaka (CDH), Véronique Bonni (PS), Véronique Salvi (CDH), Vincent Sampaoli (PS) et Anthony Dufrene (PS) – demandent au gouvernement de la Communauté française de mettre en place une évaluation précise et chiffrée (à ce jour, aucune statistique fiable n'existe sur le sujet) du phénomène d'exploitation des joueurs et de ses conséquences, de mettre en place une collaboration avec l'Union royale belge des sociétés de football-association (Urbsfa), les fédérations et tous les clubs afin de conscientiser tous les acteurs du secteur à la problématique.

PS et CDH plaident en outre pour que le débat soit porté à l'échelon européen. En effet, il n'est pas rare qu'après avoir échoué aux tests de sélection dans un pays, les recrues afri-

caines mettent à profit le temps qu'il leur reste avant que n'expire leur visa touristique pour tenter leur chance dans un pays voisin. C'est donc sur le plan européen que la prévention et la prise en charge de ces espoirs aux grandes aspirations, devenus des illégaux sans ressources, doivent être menées. Enfin, les signataires souhaitent qu'un groupe de travail chargé de proposer des actions concrètes soit créé.

Une seconde chance, chez eux

« Nous avons voulu mettre le doigt sur un problème que l'on connaît en Belgique depuis la fin des années 2000 – et qui touche aussi d'autres pays européens – mais pour lequel nous n'avons pas encore apporté de solutions. Ou alors dont la portée est restée symbolique. Cette fois, nous voulions marquer le coup car le problème est devenu gigantesque », explique Bea Diallo (PS), cosignataire de la résolution. L'exploitation des joueurs de foot africains : une problématique que l'ancien boxeur professionnel connaît très bien puisqu'il

s'occupe depuis quinze ans d'un club de première division dans son pays d'origine, la Guinée. Il a par ailleurs créé une fondation destinée à soutenir les jeunes espoirs du football, mais en les encourageant à rester au pays. Ou à y revenir si les clubs européens ne leur tendent pas les bras.

« La plupart de ces joueurs africains qui ont échoué aux tests de sélection n'osent pas rentrer chez eux de peur de décevoir leurs proches. » Ou bien ils craignent pour leur vie car, pour payer les passeurs, il a fallu réunir parfois jusqu'à 10.000 euros. Et les prêteurs espèrent bien obtenir un

retour sur investissement. « C'est dans l'optique de les faire revenir que j'ai repris ce club. Lorsqu'un joueur intègre le programme, il bénéficie d'un accompagnement sportif et éducatif. Comme ça, si ça ne marche pas en sport, il leur reste les études. » Depuis 2000, 60 de ces jeunes ont décroché un diplôme universitaire. D'autres sont finalement parvenus à intégrer des clubs belges ou étrangers. ■

LUDIVINE PONCIAU

EXPOSITION

« Marque ou crève » au Parlement européen

Ces 16 et 17 avril, des clichés du photjournaliste Roger Job, issus de l'exposition « Marque ou crève » sont exposés à la bibliothèque du Parlement européen, à Bruxelles. Un projet soutenu par la Fondation Samilia (active dans la lutte contre toutes les formes d'exploitations et qui a participé à l'élaboration de la proposition de résolution) qui mène une action de prévention, baptisée « Football Against Trafficking » en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Sénégal. « C'est en découvrant le travail de Frédéric Loore (NDLR : lire ci-contre) que nous avons pris conscience de l'urgence de réaliser un travail de prévention dans les pays d'origine de ces joueurs qui pensent que l'Europe va leur dérouler le tapis rouge », développe Sophie Jekeler, directrice de la Fondation Samilia. Une équipe est ainsi partie 9 mois en Côte d'Ivoire pour réaliser un travail d'information dans les clubs, auprès des fédérations et des autorités ivoiriennes.

L.PO

l'expert « Il s'agit surtout d'escrocs isolés »

ENTRETIEN

Frédéric Loire, journaliste chez *Paris Match*, est l'auteur de *Marque ou crève*, le livre à l'origine de l'exposition. Spécialiste de la traite des êtres humains, il s'est intéressé au monde du football.

Comment avez-vous découvert le phénomène ?

Un contact m'avait conseillé de m'intéresser au monde du foot que je connaissais assez mal. Je me suis rendu au terrain de la Roue à Anderlecht. Je m'attendais à y trouver cinq Congolais et un ballon, mais j'y ai rencontré une cinquantaine de personnes. C'était interpellant.

Est-ce le fait d'une filière, ou d'individus isolés ?

Je pensais qu'il s'agissait de réseaux mafieux ou du moins organisés. Il s'avère que ce sont essentiellement des escrocs isolés qui se font passer pour des agents. Ils font miroiter des contacts en Europe, en Thaïlande ou au Maghreb. Ils de-

mandent environ 6.000 ou 7.000 euros pour des « frais ». Ensuite, ils mettent le jeune dans un avion. Souvent, il n'y a personne pour les accueillir à l'arrivée, alors qu'on leur promettait des contacts avec de grands clubs. Puis la plupart sont totalement livrés à eux-mêmes.

Comment lutter contre le phénomène ?

C'est très difficile, d'autant qu'il est intrinsèquement lié à la misère dans laquelle vivent ces familles. Leur dire qu'il ne faut pas tenter sa chance en Europe ne servirait à rien. Mais il est important d'améliorer l'information dans ces pays d'Afrique de l'Ouest. Expliquer aux familles les pièges à éviter, les arnaques courantes. Mais aussi le fonctionnement du football professionnel européen qu'elles connaissent mal. Les jeunes se voient déjà frapper à la porte de clubs prestigieux et prouver leur talent. ■

Propos recueillis par
Th.Ca